

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mardi (après-midi) 13 septembre 2016

Direction de l'économie publique

51 2016.RRGR.314 Postulat 080-2016 Leuenberger (Trubschachen, PBD) Berne, réel moteur de croissance?

N° de l'intervention: 080-2016
Type d'intervention: Postulat
Déposée le: 17.03.2016
Déposée par: Leuenberger (Trubschachen, PBD)
(porte-parole)
Zäch (Berthoud, PS)
N° d'ACE: 764/2016 du 22 juin 2016
Direction: ECO

Berne, réel moteur de croissance?

Le Conseil-exécutif est chargé d'étudier :

1. pourquoi Berne, moteur de croissance, n'exerce qu'une dynamique limitée en périphérie ;
2. quelles conditions générales doivent être réunies pour que le plus grand nombre d'espaces possibles profite du moteur de croissance bernois.

Développement :

Le 29 octobre 2014, Thomas Rühl (Credit Suisse Economic Research, CS) a présenté au public intéressé de l'Emmental le tableau que le CS dresse de l'avenir économique et démographique de l'Emmental. La présentation est téléchargeable depuis le site www.region-emmental.ch. Cet exposé faisait remarquer que la ville de Berne rayonne manifestement nettement moins que d'autres centres importants.

Lors de la procédure de participation publique sur le projet de plan directeur cantonal 2030, la conférence régionale de l'Emmental a indiqué que ledit moteur de croissance bernois ne déploie pas les effets désirés sur sa périphérie, Emmental compris (d'après une étude du Crédit Suisse publiée en 2014, Regionalökonomie, der Grossraum Bern : Struktur und Perspektiven, 1/2014).

La ville de Berne exerce manifestement nettement moins d'influence sur sa périphérie que d'autres centres importants. Il vaudrait la peine de se demander pourquoi Berne rayonne si peu sur sa périphérie. Dans la perspective du nouveau plan cantonal et des orientations générales du développement cantonal figurant dans le Projet de territoire, il est important pour le canton de Berne que la croissance visée puisse également être réalisée.

Réponse du Conseil-exécutif

Le présent postulat fait référence à une présentation de l'étude publiée en 2014 par le Crédit Suisse sur l'agglomération bernoise¹. Celle-ci analyse les forces et les faiblesses de chacune des régions et constate que l'agglomération bernoise se développe avec moins de dynamisme que d'autres régions. Il en ressort en particulier que Berne, en tant que centre d'importance nationale, n'est pas un moteur de croissance aussi puissant que d'autres centres. La définition de l'agglomération bernoise proposée dans l'étude du Crédit Suisse ne correspond pas au découpage géographique par régions administratives et arrondissements administratifs habituellement utilisé. Le Conseil-exécutif estime que le territoire couvert dans l'étude du Crédit Suisse est trop hétérogène pour permettre des conclusions sur le développement de Berne. Pourtant, indépendamment de ce facteur, l'affirmation selon laquelle Berne exerce une dynamique limitée en périphérie est bel et bien correcte.

¹ « Der Grossraum Bern. Strukturen und Perspektiven. » Crédit Suisse 2014.

Dans la Stratégie de croissance 2025², qui pose les bases de la politique économique bernoise, le Conseil-exécutif a mené en 2011 une analyse approfondie du canton de Berne sous l'angle de son activité économique et de son cadre de vie. Berne est moins dynamique que les autres cantons en termes d'évolution démographique et d'emploi. Ce développement limité s'explique principalement par l'hétérogénéité du canton et par son tissu économique. Certains secteurs sont nettement surreprésentés dans le canton de Berne : le secteur public (en raison de l'administration fédérale), l'agriculture (ainsi que les branches en amont et en aval de l'agriculture) ainsi que l'information et la communication (du fait, notamment, des sièges principaux de la Poste et de Swisscom). A l'inverse, les branches à forte valeur ajoutée telles que les prestations financières et l'industrie pharmaceutique sont sous-représentées. Dans les régions de Zurich, de Bâle et de l'Arc lémanique (Genève, Lausanne), les entreprises actives dans ces domaines ont largement contribué à la forte croissance enregistrée au niveau de l'emploi et la démographie.

D'après le Conseil-exécutif, la dynamique de croissance limitée de Berne et le manque d'impulsions en périphérie sont imputables à son statut de ville fédérale et au tissu économique qu'il implique. Dans la ville et ses environs, l'administration fédérale emploie plus de 20 000 personnes. L'administration publique, qui comprend aussi l'administration cantonale et communale, y représente l'une des principales branches économiques. Elle offre une stabilité qui est à la fois conforme à la volonté politique et pertinente. En raison des exigences spécifiques posées aux professionnels et aux sous-traitants de l'administration publique, les régions périphériques à dominante industrielle ne bénéficient que faiblement de la puissance et du développement économiques de la ville de Berne.

Avec la Stratégie économique 2025 et le plan directeur cantonal³, le Conseil-exécutif a montré la direction à suivre par le canton de Berne en matière de développement. La Stratégie économique 2025 a pour objectif principal d'encourager le développement de toutes les régions et d'atteindre un niveau de croissance qui soit de l'ordre de la moyenne suisse. Le plan directeur 2030 vise lui aussi une croissance de la population et des emplois qui se situe dans la moyenne nationale. Cette croissance doit être concentrée, avant tout dans les centres et le long des axes de développement. Les objectifs de développement territorial sont définis d'après différents types d'espace. Les « centres urbains », qui incluent Berne mais aussi d'autres villes telles que Berthoud, doivent renforcer leur rôle de moteurs de croissance. Ils sont au cœur du développement urbain et économique et comprennent les pôles de développement économique (programme PDE), des zones de densification et de restructuration et des surfaces d'urbanisation prépondérantes dans les domaines de l'habitat et de l'emploi. Pour le type d'espace « ceinture des agglomérations et axes de développement, centres du 4^e niveau », des objectifs de développement territorial similaires sont fixés. De même, les conditions générales (p. ex. le besoin en terrains à bâtir pour le logement) ont été établies de telle sorte que le développement visé, conforme à la moyenne suisse, puisse avoir lieu grâce à l'urbanisation interne et via la création de nouvelles zones.

En raison de ce qui précède, le Conseil-exécutif prend position comme suit :

1. Les éléments qui expliquent le manque de dynamisme de Berne sont connus. Liés au statut de ville fédérale de Berne et au tissu économique qu'il implique, ils présentent un potentiel d'évolution limité.
2. La Stratégie économique 2025 et le plan directeur 2030 présentent les conditions générales et les mesures qui vont permettre une progression de la croissance globale, dans tout le canton, et ciblée, dans ses différentes régions. A cet égard, il convient de souligner que la région de Berne ne peut pas endosser seule le rôle de moteur de croissance.

Les clarifications demandées dans le postulat ont déjà été fournies en détail lors de l'élaboration de la Stratégie économique 2025 et du plan directeur 2030. Le Conseil-exécutif est d'avis que des analyses plus approfondies n'apporteront aucun nouvel enseignement. La priorité va à la

² [Stratégie de croissance 2025 du canton de Berne](#), portée à la connaissance du Grand Conseil le 24 novembre 2011.

³ Plan directeur du canton de Berne (plan directeur 2030), ROJ 1032/2015, approuvé le 4 mai 2016 par le Conseil fédéral.

mise en œuvre de ces deux stratégies cantonales centrales, qui ont été portées à la connaissance du Grand Conseil.

Proposition du Conseil-exécutif :
Adoption et classement

Le président. Wir kommen zu Traktandum 51, dem Postulat von Grossrat Leuenberger, BDP: «Wachstumsmotor Zentrum Bern, die gesteckten Ziele nicht erreicht!». Der Regierungsrat ist zur Annahme dieses Postulats bereit, will aber dessen gleichzeitige Abschreibung. Demnach, wie Herr Grossrat Leuenberger hier steht, ist er nicht mit der Abschreibung einverstanden.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Der Kanton Bern hat ein strukturpolitisches Problem. Sowohl in diesem Parlament, in diesem Kanton als auch ausserhalb dieses Kantons wird vielfach kolportiert, die dezentralen Landregionen und die vielfach geografische Struktur dieses Kantons seien dafür verantwortlich, dass wir aus Sicht vieler nicht vom Fleck kommen. Auch der Regierungsrat wird nicht müde, die Strukturhaltung in den Landregionen immer und immer wieder hervorzuheben. Exemplarisch hierfür ist das legendäre, am 20. März 2012 in der «Berner Zeitung» erschienene Interview mit dem damaligen Regierungsrat Herrn Rickenbacher. Dort mahnte und stellte der Volkswirtschaftsdirektor fest, das Emmental solle sich auf seine eigenen Stärken berufen. Im Emmental seien vor allem die Stärken Lebensqualität und Wohnstandort zu fördern. Wirtschaftlich würde er dem Emmental raten, nicht in hohen Ligen zu operieren, sondern sich auf zwei bis drei Schlüsselbranchen zu konzentrieren. Er denkt bei dieser Schlüsselbranchengeschichte an die klassischen Bereiche Gewerbe sowie Land- und Forstwirtschaft. Von den im Emmental angesiedelten, international tätigen Firmen ist keine Rede. Ebenso wenig von den Unternehmungen, welche erfolgreich Nischenprodukte in die ganze Welt exportieren. Es erging nur der Hinweis auf die klassischen Berufe, wie sie bereits zu Gotthelfs Zeiten im Emmental existierten. Weiter machte Regierungsrat Rickenbacher darauf aufmerksam, dass der Kanton die Landregionen unter anderem mit Mitteln der neuen Regionalpolitik stärken will, mit welchen sinnvolle Projekte in den ländlichen Räumen unterstützt werden können.

Dieses Beispiel zeigt die im Kanton Bern mehrheitlich vorherrschende Haltung. Investitionen in die Landregionen werden als Hilfeleistungen, als Subventionen und als Strukturerhaltungsbeiträge verstanden, während die Investitionen in die Stadt und die Agglomerationsgebiete als Förderung der Wirtschaftskraft und Zukunftsinvestitionen angesehen werden. Das Grundproblem unseres Kantons, Kolleginnen und Kollegen, liegt aber nicht nur in den strukturellen Schwächen der Landregionen, sondern in einem grossen Mass auch darin, dass insbesondere die Stadt und Agglomeration Bern bedeutend weniger wirtschaftliche Ausstrahlung und Dynamik auf die umliegenden Gebiete aufweist, als dies in vergleichbaren Agglomerationen in anderen Kantonen der Fall ist. Dies ist ein namhafter Teil der strukturellen Schwäche unseres Kantons.

Mit meinem Vorstoss möchte ich den Regierungsrat zwingen, zu prüfen, weshalb dem so ist und vom ihm erfahren, was er zur Verbesserung der Situation vorschlägt und welche Massnahmen ergriffen werden müssen. Die vom Regierungsrat vorgelegte Antwort ist «gäng wie gäng»: Einfach festzuhalten, dass Bern die Bundeshauptstadt sei und somit kein Wachstum generieren könne, ist aus meiner Optik ausserordentlich simpel. Es ist eine strategische Aufgabe des Regierungsrats, stetig zu überprüfen, wie die Regionen im Kanton prosperieren können. Es ist ebenso seine Aufgabe herauszufinden, wie man allenfalls einzelne Regionen stärken kann, um auch periphere Gebiete zu stärken. Weiter ist es die Aufgabe des Regierungsrats zu prüfen, weshalb das Zentrum Bern der Aufgabe als Wachstumsmotor, die ihm eigentlich zukommt, nicht in der Art und Weise nachkommen kann, wie es der Kanton fordern muss. Was muss das Zentrum Bern besser machen, damit das Wachstum auch in den peripheren Regionen angezogen wird? Im Kanton Bern hat sich die Politik grossmehrheitlich in die strukturelle Opferrolle gefügt. Nur so kann ich mir erklären, dass der Regierungsrat den vorliegenden Vorstoss nicht zum Anlass nimmt, die politischen Forderungen des Kantons an die Wachstumsmotor-Agglomeration Bern zu stellen und zu formulieren. Die

Abschreibung würde quasi das Signal aussenden «Wir wissen eigentlich schon, dass es nicht so läuft, wie es sollte. Aber es ist gut so, wie es ist – «Gäng wie gäng»!». Kolleginnen und Kollegen, ich bitte Sie, diesen Vorstoss als strategischen Auftrag als Postulat an den Regierungsrat zu überweisen, dies ohne Abschreibung. Die Aufgaben sind noch nicht gemacht; sie müssen gemacht werden.

Adrian Haas, Berne (PLR). Auch wir sind der Auffassung, der Regierungsrat mache es sich in seiner Antwort etwas zu einfach. Zwar ist es richtig, dass wertschöpfungsstarke Branchen wie Finanzdienstleister oder Pharmaindustrie im Zentrum unterdurchschnittlich vertreten sind. Auch die Stellung von Bern als Bundesstadt mit der Bundes-, der Kantons- und der Gemeindeverwaltung hat – wie die Regierung ausführt – zwar stabilisierende, aber nicht dynamische Auswirkungen. Es gibt noch weitere Bereiche beziehungsweise Gründe, welche im Rahmen eines Postulatsberichts einmal genauer unter die Lupe genommen werden könnten. Ich denke hier an die mangelnde Willkommenskultur gegenüber der Wirtschaft, welche vorab vom Gemeinderat der Stadt Bern geprägt wird, oder an die einseitige Priorisierung des Langsamverkehrs, welche den Bedürfnissen des Gewerbes in keiner Art und Weise Rechnung trägt. Auch die Idee des Politzentrums, welches es angeblich zu stärken gelte, verleiht einer möglichen Entwicklung zu einem dynamischeren und wertschöpfungsstärkeren Zentrum kaum Auftrieb. Ich könnte die Liste noch fortsetzen mit investorenfeindlichen Bauvorschriften und einem wenig kundenfreundlichen Bauinspektorat. All diese Punkte und weitere tragen dazu bei, dass das Herz des Kantons, dessen Zentrum eben, nicht so schlägt, wie es schlagen sollte, um letztlich seine Regionen mit genügend Blut zu versorgen. Die FDP bittet um Überweisung dieses Postulats sowie darum, dieses nicht abzuschreiben.

Anita Luginbühl-Bachmann, Krattigen (PBD). Die Behauptung, wenn es der Stadt und den Zentren gut gehe, gehe es den Regionen gut, scheint nach dem Lesen der Studie der Credit Suisse nicht mehr unbedingt vorbehaltlos zu stimmen. Die Studie der Credit Suisse, welche der Postulant als Grundlage für diesen Vorstoss genommen hat, ist ein gutes, aber sicher nicht das einzige Dokument, in welchem die Stärken und Schwächen des Gesamtkantons und diejenigen der einzelnen Regionen aufgezeigt werden. Die Antwort des Regierungsrats auf die Frage, weshalb der Wirtschaftsmotor Zentrum Bern auf die anderen Regionen keine sogenannte Sogwirkung hat, ist zwar aus unserer Sicht nicht falsch. Die Stadt Bern ist als Bundeshauptstadt tatsächlich schwierig mit anderen Städten zu vergleichen, wo grosse, brummende Wirtschaftszweige vorhanden sind. Nehmen wir nur Zürich: ein wirtschaftlicher Kochtopf, der sich immer mehr auf die umliegenden Gemeinden wie beispielsweise Wallisellen, Oerlikon, Dietikon und Schlieren ausdehnt. Die Bautätigkeiten sind in diesen Gebieten immens. Doch eine Antwort, wie der Regierungsrat mit dieser Tatsache zukünftig umgehen will, fehlt im Wesentlichen in seiner Stellungnahme. Letzte Woche haben wir mit den Planungskrediten für das Emmental und den Oberaargau hoffentlich Geschäfte beschlossen, welche sich für diese Regionen in Zukunft auch wirtschaftlich lohnen werden. Mit dem Neubau der CSL Behring möchte ich ein weiteres Beispiel nennen, welches hoffentlich auch einen wirtschaftlichen Mehrwert für die Region und letztlich ebenso für den Kanton bringt. Weiter sind in den regierungsrätlichen Richtlinien für die Legislaturperiode 2015 bis 2018 unter dem Kapitel Nachhaltige Entwicklung Projekte beschrieben, welche sich sicher durchaus für die Regionen auswirken werden.

Die BDP ist überzeugt, dass diese Auswirkungen positiv ausfallen werden. Viele Projekte sind aufgelegt und am Laufen, was uns positiv stimmt. Wir befinden uns in der Hälfte der Legislaturperiode. Irgendwann in nächster Zeit wird sich der neu zusammengesetzte Regierungsrat den Kopf über die neuen Legislaturziele 2019–2022 zerbrechen müssen. Dies unter Berücksichtigung der Steuerstrategie und aller anderen Strategien wie beispielsweise der Wirtschaftsstrategie, dahingehend, wie es im Kanton weitergehen soll und wohin der Kanton Bern zusammen mit den Regionen gehen will. Die strategische Ausrichtung zeigt deshalb für die Zukunft des Kantons Bern, sowohl für die Politik als auch für die Wirtschaft und die Gesamtbevölkerung, eine sehr grosse Wichtigkeit. Aus dem Grund, dass es noch Knochenarbeit für den Weg des Kantons Bern braucht – sei es kantonsintern oder gleichzeitig im interkantonalen Vergleich –, lehnt die BDP wie auch die FDP die Abschreibung ab. Das Thema ist uns zu wichtig, als dass wir bloss einen Punkt hinter dieses Postulat setzen möchten.

Walter Messerli, Interlaken (UDC). Der Kollege Leuenberger greift hier ein zentrales, allseits bekanntes Thema auf. Dieses Thema ist dermassen wichtig und ich prognostiziere, dass all jene,

welche in zwei oder drei Jahren nochmals kandidieren, sich noch gründlich mit dieser Frage auseinandersetzen werden. Es handelt sich also um ein legislaturübergreifendes Thema. In der Analyse der Entwicklungsdynamik des Zentrums Bern sind sich der Postulant und der Regierungsrat gleichwohl einig. Der Regierungsrat stellt nämlich gestützt auf eigene Studien fest, dass das Zentrum Bern nur eine beschränkte Entwicklungsdynamik auf die angrenzenden Räume ausübt. Die Frage des Postulanten, weshalb dem so sei, nimmt der Regierungsrat auf und nimmt auch Stellung dazu. Seine Antwort ist denn auch deckungsgleich mit den Feststellungen der SAK zu den Regierungsrichtlinien für die Legislaturperiode 2015–2018. Hauptgrund für diese Situation – das wissen wir, aber es ist wichtig, es zu wiederholen – ist die Heterogenität des Kantons oder, wie man sagen könnte, die Konfiguration des Kantonsgebiets, aber vor allem auch der Branchenstruktur. In der Region Bern befinden sich Verwaltungen. Wie wir lesen, sind Landwirtschaft, Information, Kommunikation, Information, SBB und Swisscom angesiedelt. Wertschöpfungsstarke Branchen wie Finanzdienstleister und Pharmaunternehmen sind unterdurchschnittlich vertreten. Diese Feststellung hat eben Auswirkungen auf dieses Ressourcenpotenzial. Das Ressourcenpotenzial widerspiegelt nämlich das wirtschaftliche Potenzial der Steuerpflichtigen und damit deren Wirtschaftskraft. Die erwähnten in der Region angesiedelten Branchen wie Verwaltung und Dienstleistungsbetriebe weisen nämlich ein tieferes Ressourcenpotenzial auf als die vom Postulanten in seiner Begründung erwähnten. Hinzu kommt, dass die Region Bern eine positive Pendlerbilanz aufweist. Dies bedeutet, dass mehr Personen von ausserhalb in die Region Bern zur Arbeit fahren, ihre Steuern jedoch ausserhalb bezahlen. Wir haben heute Morgen eine Statistik des Beco Berner Wirtschaft erhalten. In dieser wird mit einem Wort dargestellt, dass die grossen Steuerzahler, welche ihre Arbeit im Raum Bern verrichten, in den Kantonen Solothurn und Freiburg wohnhaft und steuerpflichtig sind.

Aber eben, wo liegt das Problem? Wir haben es hier bereits verschiedentlich erwähnt: Es kann am Steuerproblem, an der Wohnattraktivität und – wie von Adrian Haas erwähnt – an der Willkommenskultur liegen. Letztere ist in der Region Bern ausgesprochen fragwürdig. Im Weiteren kann man auch die Verkehrsanbindung erwähnen. Angesichts all dieser Faktoren ist es völlig klar, dass das Postulat seine Berechtigung hat und – wie es auch der Regierungsrat will – angenommen werden sollte. Wichtig ist also nur die Entscheidung über die Abschreibung. Die Frage Abschreibung ja oder nein ist gleichbedeutend mit jener, ob im Kanton etwas in diese Richtung läuft oder ob zu wenig läuft. Wer sich für die Abschreibung ausspricht, sagt damit, dass es nicht nötig ist, weil wir bereits den bevorstehenden Richtplan haben und vor allem auch die Evaluation der Strategie für Agglomerationen und regionale Zusammenarbeit (SARZ). In Letzterer wird der Begriff Zentrumsmotor mehrfach genannt. Man könnte also sagen, dass etwas läuft und das Postulat wie von der Regierung beantragt, abschreiben.

Die andere Seite besteht darin, dass durchaus eine gewisse Attraktivität hinter folgender Überlegung stecken könnte: Nun wollen wir dem neuen Volkswirtschaftsdirektor einen Impuls geben, damit er sich dem Problem auf seiner Ebene annimmt. Wir wissen, dass SARZ nicht in seiner Direktion abgewickelt wird, aber man könnte ihm – wie es Kollege Leuenberger gemeint hat – diese Aufgabe geben. Zusammenfassend ausgedrückt: Meine Fraktion ist in Bezug auf die Abschreibung geteilter Meinung. Ich bin gespannt, wie sie sich entscheiden wird, und ich bin im Hinblick auf die nächste Legislaturperiode ebenso gespannt auf das Resultat.

Michael Adrian Aebersold, Berne (PS). Hier findet wieder ein wenig eine Stadt-Land-Diskussion statt. Ich habe das Gefühl, es handle sich nicht um einen Stadt-Land-Graben, sondern in vielen Köpfen um eine Stadtblockade. Was mich natürlich erschüttert, Adi Haas, ist, dass Sie wegen der Wirtschaftsansiedlung die Stadt «anpinkeln», wobei ich nicht weiss, ob dies zu Ihrem Wahlkampf gehört, oder aber Unwissenheit oder bösem Willen entspringt. Es ist bekannt, dass die Wirtschaftsförderung kantonale ist, insbesondere was die CSL Behring betrifft. Dass es sich dabei um eine kantonale Geschichte handelte, weiss auch Philippe Müller. Diese hat überhaupt nichts mit der bösen wirtschaftsfeindlichen rot-grünen Stadt zu tun! In der Analyse wurde dargelegt, weshalb der Kanton insgesamt schwächer ist als andere Kantone. Dies brauche ich nicht zu wiederholen. Genannt wurde die Pendlerbewegung und dass wir keine grossen internationalen Unternehmungen haben.

Ich sehe zwei Probleme. Das eine besteht darin, dass wir das Gefühl haben, es gelte den einen gegen den anderen auszuspielen, den Wirtschaftsmotor gegen alle anderen. Vor ein paar Jahren hiess es in einem spannenden Bericht «Stadt und Land müssen sich bewegen». In diesem wird der Handlungsbedarf klar aufgezeigt, aber ebenfalls klar die Aussage gemacht, dass in diesem Kanton

alle gefragt sind.

Ich nehme es vorweg: Wir sind für die Abschreibung, weil wir den Eindruck haben, es bedürfe keines weiteren Berichts, zumal es bereits etliche Wirtschaftsberichte gibt, welche aufzeigen, was in diesem Kanton laufen soll. Genannt wurde auch der Richtplan. Wollen wir die Verwaltung nochmals mit einem weiteren Bericht beschäftigen? Ich bin der Meinung, dass wir dies nicht tun sollten. Zentral scheint uns die ganze Frage der Finanzen. Hat man einen Motor, der wie geschmiert laufen soll, muss dieser unterhalten werden. Man muss ihn «upgraden» und «tunen», damit er seine Rolle auch wirklich wahrnehmen kann. – Blinkt bereits das rote Lämpchen? Nein, noch nicht. – Auch ich habe in den Medien nachgesehen. Im Jahr 2010 erhielt jede Emmentalerin und jeder Emmentaler 300 Franken. Die Region ist die einzige, welche pro Kopf netto einbezahlt. Dies schaut bei den Steuereinträgen genau gleich aus. Im Jahr 2013 stand in der Zeitung «Der Bund», dass 72 Prozent der erwirtschafteten Steuereinkommen der Stadt Bern an den Kanton und den Bund gehen. Ich bin für Solidarität, jedoch dagegen, dass danach gegen die Stadt und diese Region geschossen wird, welche massgeblich daran beteiligt sind, dass investiert wird. Im November werden wir darüber sprechen, ob wir dem Kanton weiter Geld entziehen wollen, indem wir die Steuern senken, um dann wie die Kantone Basel-Landschaft, St. Gallen oder die Stadt Luzern noch weniger Geld zur Verfügung zu haben. Dann würde man wieder zu sparen beginnen.

An der finanziellen Situation sind zu einem grossen Teil jene schuldig, die hier im Saal sitzen. Was muss denn unternommen werden, damit es diesem Kanton gut geht? Man muss dort investieren, wo es sich lohnt. Im November werden wir eine Abstimmung über die Spitalstandortinitiative haben. Dort stellt sich genau die Frage, ob man das Geld irgendwo draussen in den Regionen einsetzen will. Hierzu stellen sich ebenfalls die Fragen, ob dies notwendig ist und den Kanton weiterbringt. Kolleginnen und Kollegen, was die Frage der Investitionen in die Strassen anbelangt, bin ich gespannt, ob die Millionen, welche wir beschlossen haben, zu diesem wirtschaftlichen Aufschwung führen werden. Ich hoffe darauf. Es gilt auch gezielt zu investieren, beispielsweise in die Fachhochschule Bern (BFH). Die BFH ist für den ganzen Kanton von zentraler Wichtigkeit. Dort gilt es rasch Investitionen zu beschliessen, aber ebenfalls für das Tram Region Bern. Sprechen wir diese Kredite nicht und investieren wir das Geld nicht in den Wirtschaftsmotor, kommt der Kanton nicht als Ganzes weiter. Ich denke nicht nur an die Stadt und die Region. Wichtig ist auch die Stärkung des Landes, der Regionen zu nutzen. Ein solches Thema ist die dezentrale Energieversorgung. Wir benötigen kein Kernkraftwerk in Mühleberg, sondern die Energie lässt sich dezentral produzieren. Weiter gilt es die Stärkung des Tourismus und die Qualitätssteigerung zu nutzen. Dies bedeutet Investitionen in die Bildung zu tätigen, als Kanton auf dem Land im Tourismus attraktiv zu sein und dort Wertschöpfung zu generieren.

Wofür votiere ich eigentlich? Mir ist es wichtig, dass es nicht um ein Gegeneinander geht. Ich habe das Gefühl, es gehe hier um den bösen Wirtschaftsmotor, welcher nur für sich schauet. So verhält es sich überhaupt nicht. Wir sind der Meinung, dass wir diesen Kanton gemeinsam weiterbringen müssen. Ich bin ebenfalls der Meinung, dass wir dies hier im Rahmen jedes Entscheides beschliessen und dafür sorgen können, dass es im Kanton weiter vorwärts geht. – Jetzt blinkt das Lämpchen. – Wir brauchen keine weiteren Berichte. Wir stimmen dem Postulat zu und ebenso dessen Abschreibung.

Niklaus Gfeller, Rüfenacht (PEV). Dass der Wirtschaftsraum Bern anders tickt als die Wirtschaftsräume Basel, Zürich oder der Arc Lémanique, ist bestens bekannt. In Zeiten des wirtschaftlichen Aufschwungs hinkt die Region Bern immer etwas hinterher. Wenn die Wirtschaft zurückgeht, verfügen die Stadt und die Region Bern stets über wesentlich mehr Stabilität. Der Grund dafür ist die grosse Bundesverwaltung in der Hauptstadt, welche sich den wirtschaftlichen Schwankungen beharrlich widersetzt und auch die wirtschaftliche Entwicklung des Wirtschaftsraums massgeblich prägt. Was uns ausmacht, spielt auch bei diesem Vorstoss eine grosse Rolle. Weshalb? Im Gegensatz zu grossen Industrieunternehmen ruft eine Bundesverwaltung eben kaum nach Zulieferfirmen. Ich will nicht frech werden, aber was braucht eine Bundesverwaltung? Sie braucht Notizblöcke, PC, Kaffee, Kaffeerahm und Zucker und so weiter. Ansonsten braucht sie nichts! Die Bundesverwaltung ruft eben nicht nach Zulieferfirmen aus der Region, was eigentlich eine Entwicklungsdynamik auslösen würde. Schaut man sich beispielsweise beim Entwicklungsschwerpunkt (ESP) Wankdorf um, wo ziemlich viele Neubauten erstellt wurden, stellt man fest, dass sich auch dort kaum Firmen befinden, welche nach Zulieferfirmen rufen. Auch dort befinden sich kaum produzierende Betriebe, sondern ebenfalls grösstenteils Verwaltungen, welche richtigerweise die Nähe zur Bundesverwaltung suchen.

Aufgrund dieser Branchenzusammensetzung, welche insbesondere die Stadt aufweist, ist es eigentlich schleierhaft, wie die mit diesem Vorstoss erwartete und oft geforderte Entwicklungsdynamik auf angrenzenden Räumen zustande kommen sollte. Dies ist gar nicht notwendig. Denkbar wäre dies höchstens im Bereich des Wohnungsbaus. Wenn die Leute zunehmend längere Arbeitswege in Kauf nehmen und weil mit dem neuen Raumplanungsgesetz grössere Einzonungen für Wohnungsbau nicht mehr denkbar sind, darf auch hier realistischweise keine Wirkung auf die Region erwartet werden.

Wie auch immer. Der Regierungsrat hat sich nach unserem Dafürhalten im Rahmen der Wirtschaftsstrategie 2025 und mit dem Richtplan 2030 damit auseinandergesetzt, wie im Kanton mehr wirtschaftliches Wachstum erzielt werden kann. Aus unserer Sicht beantwortet der Regierungsrat die im Vorstoss aufgeworfenen Fragen vollständig und richtig. Deshalb werden wir dieses Postulat annehmen und gleichzeitig als erfüllt abschreiben.

Hannes Zaugg-Graf, Uetendorf (pvl). Samuel Leuenberger spricht mit diesem Postulat etwas sehr Wichtiges an. Für uns handelt es sich eigentlich um einen Dauerauftrag der Regierung. Er muss ständig dafür sorgen, dass es dem ganzen Kanton gut geht. Was hier verlangt wird, ist mehr oder weniger ein Gedankenspiel. Weshalb übt der Wachstumsmotor Zentrum Bern nur eine beschränkte Entwicklungsdynamik auf die angrenzenden Räume aus? Dies ist etwa dasselbe, wie wenn Sie in Ihrem Auto sitzen. Ich sass noch nie in einem Tesla, nehme aber an, dass dieser auch mit einer Handbremse ausgestattet ist. Ziehen Sie diese Handbremse fest an, brauchen Sie nicht zu analysieren, weshalb der Motor nicht ausreicht. Das liegt vielleicht noch an anderen Faktoren. Vielleicht liegt es daran, dass ein Rädchen blockiert ist. Sie können einen noch so starken Motor haben, aber dieses Rädchen dreht sich nicht schneller. Diese Gedankenspiele haben wir ebenfalls bereits gemacht. Schlagen Sie das Emmental dem Entlebuch, also dem Kanton Luzern, zu! Geben Sie den Oberaargau an den Kanton Aargau ab und den französischsprachigen Kantonsteil an den Kanton Jura, während wir aus dem Oberland einen eigenen Kanton machen, wie dies früher mit der Hauptstadt Thun schon einmal der Fall war! Tun wir dies, geht die Post ab im restlichen Kanton Bern! Wir sind ein sehr heterogener Kanton, was der Regierungsrat unseres Erachtens klar in seiner Antwort zu Punkt 1 beantwortet hat. Dies wird in den erwähnten Papieren ausgeführt und bedarf keiner erneuten Analyse. Dass dem so ist, weiss man.

Allenfalls kann darüber nachgedacht werden, ob man betreffend Punkt 2 über eine Abschreibung diskutieren kann oder nicht. Wir haben das Gefühl, dass die vorhandenen Papiere ausreichen, welche es jetzt umzusetzen gilt. Die Strategie 2025 ist nicht für die Schublade, sondern daraus muss ein Massnahmenplan abgeleitet werden. Aus Letzterem entstehen die einzelnen Umsetzungspläne. So könnte man etwas unternehmen. Wir haben bereits etliche Male darüber diskutiert, wie man die Wirtschaft ankurbeln könnte. Von der einen Seite wird jeweils gesagt, man müsse die Steuern senken. Sie können die Steuern auf null senken. Das habe ich auch immer in meiner Gemeinde gesagt. Ich könnte die Steuern auf null setzen, würde dabei aber keinen einzigen Betrieb anziehen! Die bereits vorhandenen Betriebe hätten zwar Freude und ebenfalls die Einwohner. Das führt jedoch nicht zu Neuansiedlungen. Wir benötigen Land, Land, Land! Wir benötigen Räume, um sie den Unternehmungen zur Verfügung zu stellen. Dort stellt es bereits wegen des Raumplanungsgesetzes und der Fruchtfolgeflächen an. Es gibt etliche solcher Elemente. Wir sind halt ein Landwirtschaftskanton. Wollen wir dies bleiben, müssen wir damit leben und auf andere Weise wachsen und wieder zu einem wirtschaftlich guten Kanton werden! Ich glaube nicht, dass es durch einen Bericht irgendwann einmal im Emmental ein Silicon Valley geben wird. Ich glaube ebenso wenig, dass die paar hundert Millionen, welche wir letzte Woche halbherzig beschlossen haben, den Firmen Jakob und Kambly etwas bringen werden, weil sie zehn Minuten früher auf die Autobahn gelangen. Deshalb werden diese nicht schlechter oder besser sein. Diese Unternehmen sind gut, weil sie gut sind, weil sie innovativ sind und gute Leute beschäftigen, welche zu ihnen passen. Insofern halten wir diesen Vorstoss eigentlich für abschreibungskonform. Ich weiss jedoch nicht, wie sich die einzelnen Mitglieder meiner Fraktion verhalten werden. Mein Hinweis an die eigene Fraktion: Tun Sie, was Sie wollen! Ich glaube, es spielt keine Rolle. (*Hilarité*)

Jakob Schwarz, Adelboden (UDF). Danke, Hannes Zaugg, dass Sie uns Oberländer nicht gleich ans Wallis abgeben wollen und wir wenigstens einen eigenen Kanton gründen können! Spass beiseite. Die EDU ist wie der Postulant und die Regierung mit diesem Postulat einverstanden. Letztlich stellt sich nur noch die Frage, ob wir dieses abschreiben oder nicht. Hier kommt es für uns darauf an, was unser neuer Oberländer Regierungsrat dazu sagt und was er nach einer

Abschreibung aus diesem Postulat machen würde. Ansonsten geht es unserer Fraktion ähnlich wie es Kollege Aebersold formuliert hat. Wir verfügen über Studien und Berichte. Was nützt uns also ein zusätzliches Strategiepapier? Gefragt sind Taten, Projekte sowie Rahmenbedingungen für den Verkehr, das Wohnen und die Steuern. Dies alles wurde bereits erwähnt. Damit können wir den Tatbeweis erbringen, dass wir vorwärts gehen wollen. Wir werden unserem Regierungsrat erst einmal zuhören und entscheiden danach, ob wir das Postulat abschreiben wollen oder nicht.

Le président. Es sind keine Fraktionssprecher mehr gemeldet. Als Einzelsprecher hat Grossrat Lanz das Wort.

Raphael Lanz, Thoune (UDC). An und für sich ist bereits vieles richtig und gut gesagt worden. Als Vertreter einer Zentrumsstadt möchte ich festhalten, dass es nicht darum geht, die einen gegen die anderen auszuspielen, sondern darum, wie das Zentrum, welches in Gottes Namen Wachstumsmotor ist, Effekte generieren kann, sodass es auch dem ländlichen Raum gut und besser geht und sich auch der ländliche Raum entwickeln kann. Der Antwort des Regierungsrats entnehme ich viel Positives. Beispielsweise ist vom Wachstum die Rede, welches konzentriert, «vorab in den Zentren und auf den Entwicklungsachsen» stattfinden soll. Aktuell stehe die Umsetzung der Strategien im Vordergrund. Der Grund, weshalb ich mich hier auch noch äussere, ist folgender: Ich finde, es klingt gut und ich stimme der Regierung zu. Wenn es um die Umsetzung geht, habe ich nicht immer und bei jeder Direktion das Gefühl, man möchte die Strategien effektiv umsetzen. Vielleicht darf ich den Volkswirtschaftsdirektor dazu aufrufen. Nach meiner Beurteilung befinden wir uns in der Theorie auf guten Wegen. Jetzt müsste diese noch überall, in jeder Direktion und in allen Themenkreisen, insbesondere auch in der Raumplanung, in die Praxis umgesetzt werden. Weil wir hier noch Praxis vor uns haben, bin ich der Meinung, dass wir diesen Vorstoss noch nicht abschreiben sollten.

Le président. Wünschen weitere Einzelsprecher das Wort? – Das ist nicht der Fall. Der Postulant hat sich gemeldet. Er wünscht das Wort vor dem Regierungsrat.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Ich danke für diese engagierte Diskussion. An der Heftigkeit einiger Voten stelle ich fest, dass ich höchstwahrscheinlich einen wunden Punkt getroffen habe. Ich bin sehr froh über das Votum von Kollege Lanz von vorhin. Es geht nicht darum, die Stadt gegen das Land auszuspielen, wie dies in der Abwehrhaltung der SP zum Ausdruck gekommen ist. Es geht darum, nüchtern festzustellen, dass wir hier ein Zentrum haben, welches weniger wirtschaftliche Dynamik gegen aussen ausstrahlt, als dies in den Zentren der anderen Kantone der Fall ist. Es geht darum, dem Regierungsrat die Chance zu geben, zu klären, weshalb dem so ist und wie wir eine Verbesserung herbeiführen. In der Antwort auf das Postulat steht nicht, wie Verbesserungen angestrebt werden können. Dem Sprecher der SP muss ich Folgendes entgegnen: Wenn Finanzen gefordert sind und auch seitens des Zentrums Forderungen bestehen, dann nutzen Sie doch diese Chance für eine Analyse! Diese erlaubt dem Regierungsrat zu sagen, welche Rahmenbedingungen benötigt werden, damit das Zentrum prosperieren kann. Ich wollte keinen Stadt-Land-Konflikt vom Zaun brechen und so habe ich auch nie Stadt und Land auseinandergenommen. Dies wurde von anderen Seiten eingebracht, welche die Investitionen in das Land kritisiert haben. Kolleginnen und Kollegen, wir müssen diesen Weg verlassen! Wenn Sie dieses Postulat überweisen, ohne es abzuschreiben, besteht im Sinne des Votums von Raphael Lanz eine grosse Chance für das Zentrum. Damit geben Sie der Regierung die Chance aufzuzeigen, was Sache ist.

Le président. Das Wort hat der Volkswirtschaftsdirektor.

Christoph Ammann, directeur de l'économie publique. Ich bin froh um die Schlussbemerkungen von Grossrat Leuenberger. Er hat das Thema wieder dorthin gebracht, wo es hingehört. Schlussendlich geht es um die Frage, was die Regierung und was insbesondere der Volkswirtschaftsdirektor prüft. Ich kann Ihnen versichern, dass wir die Studie der Credit Suisse aus dem Jahr 2014 kennen. Ich kenne ebenfalls die letzte Woche erschienene Studie der Credit Suisse. Sie können also davon ausgehen, dass wir sämtliche anderen Beiträge, wohin diese auch immer kommen mögen, genau anschauen. Es verhält sich effektiv so, dass die im Postulat aufgeworfenen Fragen nicht neu sind und wir uns auch nicht zum ersten Mal mit diesen befassen. In der

Vorstossantwort wird darauf hingewiesen, dass man anlässlich der Ausarbeitung der Wirtschaftsstrategie 2025 nach möglichen Gründen gesucht hat. In dieser Wirtschaftsstrategie steht beispielsweise ein Satz, den ich gerne kurz zitiere und ausdeutsche. Er lautet «Wirtschaftspolitik ist eine Querschnittaufgabe». Es wird ausgeführt, dass die Bildung die Wirtschaft beeinflusst und ebenso die Infrastruktur. Hier erinnere ich an die Strassenbauprojekte, welche Sie letzte Woche beschlossen haben. Im Weiteren geht es um die allgemeine Wirtschaftslage mit den Stichworten schweizerische Ebene und Frankenstärke. Auf europäischer Ebene geht es um die Umsetzung der Masseneinwanderungsinitiative. Hier denke ich zum Beispiel an das Stichwort Brexit oder weltweit an die Flüchtlingsthematik und die Wirtschaftslage beispielsweise in Asien. Solche Analysen nehmen wir tagtäglich vor; solche Papiere gehen uns zu und werden von uns vertieft angeschaut. Bei der Frage Abschreibung ja oder nein, geht es darum, ob der Volkswirtschaftsdirektor und die Regierung sich dieser Daueraufgabe gewissenhaft annehmen. Ist dies der Fall, kann der Vorstoss abgeschrieben werden. Oder will man – wie von Grossrat Messerli erwähnt – einen Fingerzeig machen? Auch diese Haltung würde ich nicht als Misstrauen verstehen. Oder Sie sagen, dass wir noch genauer hinsehen beziehungsweise so genau wie bisher weiterfahren sollen. Dann schreiben Sie das Postulat nicht ab. Sie haben gesehen, dass die Antwort der Regierung den einen oder anderen Grund nennt. Ich gehe nicht in die Tiefe, fasse aber die wesentlichen Ursachen zusammen, weshalb die Wirkung von Stadt und Agglomeration Bern auf die umliegenden Regionen nicht ganz so ausfällt wie vielleicht in anderen städtischen Wirtschaftsräumen. Sie konnten diese Gründe lesen. Diese haben damit zu tun, dass wir bestimmte Stärken aufweisen. Ich denke beispielsweise an die kantonalen und die Arbeitsplätze des Bundes, aber ebenso an staatsnahe Betriebe wie die Post und Swisscom. In diesem Sinn verfügen wir über eine Stabilität mit Arbeitsplätzen, welche nicht beim leisen Windhauch umkippen. Damit geht aber auch einher, dass die Dynamik, wie sie in anderen Wirtschaftsräumen besteht, nicht sofort spürbar ist, was eben in der Stadt und Agglomeration Bern der Fall ist. Wir haben diese Fragestellungen angeschaut und tun dies auch weiterhin.

Im Weiteren bin ich froh um das Votum des Thuner Stadtpräsidenten. Schliesslich geht es nicht immer darum zu prüfen, wiederholt oder ständig zu prüfen, sondern darum, Projekte realisieren zu können und die kantonale Wirtschaftspolitik so auszugestalten, dass sich die Wirtschaft bewegen kann und Innovationen möglich sind. Sie können davon ausgehen, dass ich hier Akzente setzen werde. Ich kann Ihnen bereits heute sagen, dass entsprechende Projekte angestossen sind – dies ist dem Stadtpräsidenten von Thun als Mitbeteiligter an einem der Projekte gut bekannt –, welche demnächst spruchreif sind respektive Ihnen in der Märzsession vorgelegt werden. Wenn Sie von mir hören wollen, dass Ihnen Daten vorgelegt werden, kann ich Ihnen dieses Versprechen heute abgeben. Ob Sie abschreiben oder nicht, ist – wie erwähnt – eine Glaubensfrage, und da lasse ich Sie einmal glauben.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Wer dieses Postulat «Wachstumsmotor Zentrum Bern» annehmen will – über die Abschreibung stimmen wir anschliessend ab –, stimmt ja, wer es ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 136

Non 2

Abstentions 2

Le président. Sie haben das Postulat angenommen. Wir befinden nun über die Abschreibung. Wer das Postulat zugleich abschreiben will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (classement)

Décision du Grand Conseil :

Classement

Oui 76

Non	57
Abstentions	6

Le président. Sie haben das Postulat abgeschrieben. Wir sind am Ende der Traktanden der Volkswirtschaftsdirektion angelangt. Ich wünsche Herrn Regierungsrat Ammann einen schönen Nachmittag und danke ihm für sein Kommen.